



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

3 novembre 2015

Le grand rassemblement organisé hier, en vue de revendiquer la restitution des Iles Eparses, a reçu un large écho dans la presse écrite locale. Les actions à entreprendre commencent à prendre forme suite à cette réunion. Par ailleurs, les projets de Loi de finances rectificative 2015 et de Loi de finances initiale 2016 sont désormais entre les mains de l'Assemblée nationale, laquelle devrait modifier son ordre du jour en conséquence.

Vie des collectivités territoriales décentralisées

PROJET D'UNE METROPOLE D'ANTANANARIVO

Gérard Andriamanohisoa, directeur général de l'Aménagement du territoire et de l'équipement a fait savoir que le plan d'aménagement, en vigueur depuis dix ans, ne sera plus d'actualité le 31 décembre. Aussi, le ministère prépare la rédaction du nouveau plan décennal. Ce nouveau plan, consacré dans le « Projet Grand Tanà » touchera la capitale et ses 36 communes limitrophes ; et porte notamment sur les routes, les constructions, l'assainissement, l'hygiène et le transport public. Cette vision globale nécessite une étroite coopération entre les communes, notamment entre la commune urbaine d'Antananarivo et le ministère de l'Aménagement du territoire. En effet, le plan d'aménagement porte sur les sujets impliquant plusieurs communes, sachant que chaque commune a ses prérogatives propres. Ce projet de mettre en place une métropole d'Antananarivo a été écarté de la loi sur le statut particulier d'Antananarivo, de crainte qu'elle n'ait pour objectif de réduire le pouvoir et l'influence du maire de la capitale, mais « le contexte fait qu'Antananarivo évoluera forcément dans ce sens », avait déclaré le ministre de l'Intérieur, Mahafaly Solonandrasana Olivier, à ce sujet. Concrètement, le directeur de l'aménagement du territoire a expliqué qu'il a déjà discuté avec la mairesse d'Antananarivo Lalao Ravalomanana et il a été convenu qu'ils allaient travailler ensemble. (L'Express de Madagascar, p. 3), (Midi Madagasikara, p. 3), (Madagascar-Laza, p. 3)

- Les responsabilités des deux organismes que sont le ministère de l'Aménagement du territoire et la Commune s'empiètent à cause de la loi 63-192 régissant le plan d'urbanisme. Cette loi expirera cette année et sera remplacée par une nouvelle, a expliqué Gérard Andriamanohisoa. (Les Nouvelles, p. 2)
- Quatre projets de bio-digesteur sont actuellement en gestation pour promouvoir l'assainissement de la capitale, a annoncé le responsable du Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo. Ce projet sera développé suite à un projet antérieur mis en œuvre à Manjakaray II C, financé par la région Île-de-France. Toutefois, le bilan de ce projet antérieur reste mitigé, car la matière première destinée à être transformées en biogaz de méthane ou en engrais, fait défaut. Une habitante de Manjakaray a fait savoir que le coût de vidange et du transport de matières fécales demeurent au-dessus des moyens des ménages. (L'Express de Madagascar, p. 8)

180 MAIRES ELUS RISQUENT D'ETRE DESTITUES

180 maires élus lors des dernières communales attendent encore le verdict du Tribunal administratif pour confirmer leur victoire, suite aux requêtes déposées par leurs adversaires. C'est le cas de la Commune d'Ampasikely, dans le district d'Amparafaravola. Le tribunal administratif a encore trois mois après le dépôt de la requête pour prendre une décision. Dans la plupart des communes concernées, les conseillers municipaux ont préféré ne pas procéder à l'adoption de l'organigramme communal ainsi qu'à la mise en place du bureau du Conseil municipal. Et même les maires de ces circonscriptions pourraient rendre leur tablier après seulement trois mois aux commandes de leur commune, si le Tribunal décide en leur défaveur. (Madagascar-Laza, p. 2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Relations Internationales

ILES EPARSEES : LES REVENDICATEURS SERRENT LES RANGS

Députés, représentants des anciens Chefs d'Etat, ex ministres, anciens parlementaires, syndicalistes, partis politiques et associations ont répondu présents au grand rassemblement organisé au Live Hôtel par James Ratsima, en vue de demander la restitution des Iles Eparses. La réunion a eu un taux d'affluence respectable, mais le régime actuel a brillé par son absence. Parmi les suggestions recueillies, hier, figurent notamment l'idée d'une proposition de résolution sur la revendication des Iles Eparses, à faire adopter par l'Assemblée nationale, et l'inscription de ces îles dans les subdivisions régionales. En attendant, les participants ne s'accordent pas sur le nombre d'îles revendiquées. Certains réclament les cinq îles, d'autres juste trois. D'ailleurs, depuis quelques années, Maurice et les Comores revendiquent aussi leurs droits sur deux de ces îles. Les représentants des anciens Chefs d'Etat, Albert Zafy, Didier Ratsiraka et Andry Rajoelina ont donné de la voix à cette réunion. Ils ont fait passer un message de soutien et de bénédiction à la lutte pour la reconquête de la propriété de ces îles. (**L'Express de Madagascar, p. 5**), (**L'Observateur, p. 3**), (**Tia Tanindrazana, p. 3**)

- L'ancien Président Marc Ravalomanana n'a envoyé aucun représentant, mais d'après James Ratsima, initiateur de l'événement, il a déjà exprimé son soutien à ce mouvement. Par contre, il considère que l'absence de Hery Rajaonarimampianina ou de son représentant à cette réunion est un « silence complice ». « Le Président a bafoué la Constitution pour assouvir les intérêts de la France, se rendant ainsi coupable de haute trahison », s'est-il exprimé. La question se pose de savoir si les leaders du mouvement entendent lancer un lobbying au niveau de l'Assemblée nationale pour réclamer le vote d'un nouveau projet de mise en accusation du Président, sachant que la haute trahison est un motif de déchéance. (**Midi Madagasikara, p. 2**)
- Les personnalités présentes à ce rassemblement ont également suggéré de créer un groupe composé notamment de juristes renommés, spécialistes en droits maritime et en géopolitique. Ces experts seraient chargés de conseiller les autorités malgaches pour défendre leur dossier en vue de la restitution des Iles Eparses. (**Les Nouvelles, p. 3**)
- Harimanana Raniriharinosy, représentant de l'ancien Président Didier Ratsiraka, a proposé la mise en place d'un Comité des sages à Madagascar pour mieux organiser la revendication de ces îles. Pour sa part, Tabera Randriamanantsoa, représentant de l'ancien Chef d'Etat Albert Zafy a mis l'accent sur la nécessité d'une réconciliation, non seulement entre les citoyens malgaches, mais aussi avec les anciens colons. (**Madagascar-Laza, p. 2**)
- En marge de la visite de la délégation de l'OIF chez le Premier ministre Jean Ravelonarivo, ce dernier s'est vite montré très agacé par les questions posées par les journalistes sur le sujet. Il a déclaré que « les avis sur le sujet sont libres. Mais l'Etat a pris ses responsabilités en mettant en place une commission ad hoc à Madagascar et en France. Nous ne discuterons pas tous les jours de la stratégie de l'Etat en ce qui concerne ce dossier. L'Etat cherche à préserver l'intérêt des Malgaches. » (**La Vérité, p. 3**)
- Il faut apaiser les esprits de la classe politique malgache qui, étrangement, brille par son nationalisme exaspéré, soutient **La Gazette de la Grande Île (p. 3)**. En tout cas, il faut que la partie malgache n'élève pas la voix, puisque l'armée nationale n'a même pas un boutre dans la perspective de déloger les quelques militaires français qui occupent ces îles. La France, quant à elle, dispose de bâtiments de guerre pour défendre ces Iles Eparses. Une éventuelle guerre franco-malgache n'est pas perdue d'avance, pour autant, car la Russie et la Chine ont fait savoir aux autorités malgaches, en catimini, qu'elles pourraient nous aider pour récupérer ces îles. Mais ce n'est pas la solution pour régler ce problème Seules les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



négociations sous l'égide de l'ONU peuvent apaiser les haines et les rancœurs.

DEUX MISSIONNAIRES DE L'OIF DANS NOS MURS

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a reçu la mission de formation d'évaluation en matière de droits de l'Homme de la Direction de la paix, de la démocratie et des Droits de l'homme de l'Organisation Internationale de la Francophonie, hier. Cette mission a pour objectif de participer à un séminaire parlementaire sur le contrôle de la Réforme du système de sécurité (RSS) et sur le suivi de l'Examen périodique universel. Le séminaire sera organisé en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, les 4 et 5 novembre prochain. (Midi Madagasikara, p. 5)

- *Cette visite entre également dans le cadre de la mise en place de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme (Les Nouvelles, p. 2)*
- *Le Premier ministre Jean Ravelonarivo reconnaît les exactions perpétrées par certains éléments des forces de l'ordre au cours de l'opération « Fahalemana » menée actuellement dans la partie Sud de l'île. Des sanctions sont prévues contre les voleurs de bovidés, mais aussi contre les éléments qui ont commis des violences, a-t-il indiqué. D'ailleurs, la question d'abus et d'exactions est loin d'être close, puisqu'elle sera encore soulevée lors du face-à-face prévue pour ce 6 novembre entre l'Exécutif et le Législatif. (La Vérité, p. 3)*

Politique

CANDIDATS AUX SENATORIALES : LES GRANDS PARTIS AU CASTING

L'ouverture du dépôt de candidature aux élections sénatoriales s'ouvrira dans une semaine. Lors de sa réunion de vendredi dernier, le parti HVM a proposé des noms pour chaque province en vue de ces scrutins. Certains membres de l'actuel gouvernement seraient poussés à entrer en lice pour avoir un terrain de chute en cas de non reconduction après le remaniement. Le président national du parti et non moins ministre en charge de l'Aménagement du territoire, Rivo Rakotovoao hésiterait entre rester au sein du gouvernement ou siéger à la Chambre basse. Les avis divergent sur la question, mais le dernier mot revient à Hery Rajaonarimampianina, fondateur du parti. D'autres noms circulent également, comme celui de l'ancien Premier ministre Kolo Roger et du conseiller spécial du Président Mohamed Rachidy. Du côté du parti TIM, d'anciens ministres de la Mouvanse Ravalomanana seraient en lice, à l'instar de Olga Ramalason, Ihanta Randriamandrato, et Botozaza Pierrot. Du côté du MAPAR, l'absence de Andry Rajoelina, en déplacement à l'étranger, semble faire traîner le casting. (Midi Madagasikara, p. 3)

- *Le régime en place tente de trouver le moyen de sortir Rivo Rakotovoao du gouvernement... par la grande porte, selon l'analyse de Takoritsika (p. 2). En effet, il sera difficile pour le président de la République d'écarter sans ménagement ce ministre d'Etat quand viendra le moment du remaniement. Et ce, bien que Rivo Rakotovoao subisse des critiques négatives de toutes parts en tant que ministre de l'Aménagement du territoire.*

LES LOIS DE FINANCES A TSIMBAZAZA

Le projet de Loi de finances rectificative 2015 et le projet de Loi de finances initiale 2016 se trouve déjà sur la table du bureau permanent de l'Assemblée nationale, a déclaré hier le Premier ministre Jean Ravelonarivo. Les députés auront donc à adopter un nouvel ordre du jour qui permettra l'examen et l'adoption desdits projets de texte. (Midi Madagasikara, p. 2), (Madagascar Matin, p. 3)

- *L'examen de ces projets de loi risque de ne pas débiter cette semaine étant donné le programme chargé de l'Assemblée nationale. Le bureau administratif de la Chambre basse propose l'étude de ces textes à partir de lundi prochain. Les documents seront distribués aux députés dès ce jour, avant leur passage devant le bureau permanent. Comme la loi de finances*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



rectificative n'est presque plus d'actualité, les députés focaliseront leur attention sur la loi de finances 2016, notamment sur le budget alloué à la décentralisation. La parlementaire Christine Razanamahasoa suggère que ce budget soit détaché du budget général pour bien garantir l'autonomisation des collectivités territoriales décentralisées. **(Les Nouvelles, p. 3)**

- Dans la loi de finances 2016, les 119 districts de Madagascar se verront allouer chacun 200 millions d'Ariary à titre de fonds de développement. Ce budget pourrait être revu à la hausse en 2017, si les responsables dans les districts font preuve d'une capacité à gérer convenablement leur capital. Rappelons que les parlementaires sont allés jusqu'à revendiquer 400 millions d'Ariary par district. **(Madagascar-Laza, p. 3)**

Economie et société

LITIGE FONCIER D'ANDOHATAPENAKA

En réplique à la déclaration de l'avocat de la société Tiko, le directeur général de l'Aménagement du territoire, Gérard Andriamanohisoa, a fait savoir que la délivrance de permis de démolition des constructions sur le terrain d'Andohatapenaka, destiné à accueillir le Village de la Francophonie, n'est pas du ressort de la Commune urbaine d'Antananarivo. **(L'Express de Madagascar, p. 5), (Les Nouvelles, p. 2)**

- A propos de la délivrance de permis de construction, cela est du ressort de la Commune si la surface s'étend sur moins de 500 m². Pour les surfaces mesurant plus de 500m², au niveau régional, national ou pour les constructions, c'est le ministère de l'Aménagement du territoire qui entre en jeu. En vertu du principe du parallélisme de forme, le ministère est complètement dans son droit de délivrer un permis de démolir, car c'est le ministère qui avait délivré le permis de construire. **(Madagascar-Laza, p. 3)**
- Gérard Andriamanohisoa estime que c'est la mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, qui devrait parler directement de l'affaire à la place de l'avocat de la société Tiko appartenant à Marc Ravalomanana. **(Midi Madagasikara, p. 3)**

REDDITION MASSIVE APRES UN TIR DE ROQUETTE

Près de 500 voleurs de bovidés qui avaient longtemps écumé les environs d'Iakora ont capitulé face à la contre-offensive menée par les militaires de l'opération « Fahalemana ». Il y a quelques jours, les militaires ont assiégé le village d'Amboropotsy et y ont tiré une lance-roquette pour ébranler la position des voleurs. La panique s'est emparée des présumés voleurs, qui ont préféré abandonner la partie. Par le biais d'un maire et d'un assistant parlementaire qui se sont constitués en intermédiaires, ils ont accepté de déposer les armes. Aucun mort ni blessé n'est à déplorer car les militaires n'ont lancé qu'un tir de persuasion. **(Les Nouvelles, p. 8), (Madagascar-Laza, p. 14)**

SOAVINANDRIANA : EMEUTES CONTRE LE CHEF DE LA REGION ITASY

Une horde de villageois a fracassé les vitres du véhicule du Chef de la région Itasy pendant que celui-ci tenait une réunion avec des notables, des représentants des villageois, le préfet de Région et le Chef du district. Cette réunion avait pour but de désamorcer une vive tension, déclenchée par une vindicte populaire sur un passant désigné comme étant un présumé voleur de bovidés. Roué de coups par les villageois déchaînés, le présumé voleur avait été placé en garde à vue au poste de la gendarmerie de Mahavelona Soavinandriana, où il a succombé à ses blessures. La nouvelle a vite fait le tour du village. Du coup, les habitants se sont rendu à la caserne, mais n'y ont trouvé personne car les gendarmes ont levé le camp avec leurs familles. Face à cette atmosphère délétère, le Chef de région, celui du district et le Préfet de région ont entamé des pourparlers avec les habitants en colère. Au même moment, les villageois s'en sont pris au véhicule du Chef de région. **(L'Express de Madagascar, p. 9)**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Format de couverture

LE PARTI « ADN » A LA RENCONTRE DES POPULATIONS DE L'EST

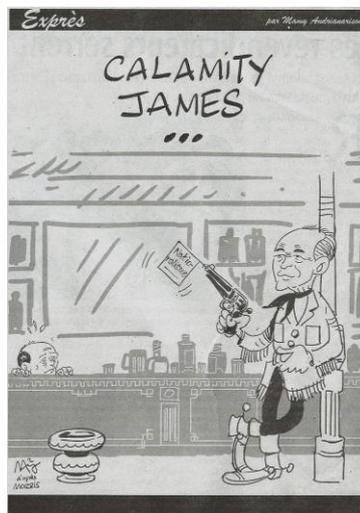
Edgard Razafindravahy, fondateur et président du parti Arche de Noé ou ADN accapare une page entière dans **L'Express de Madagascar (p. 4)** dans le cadre de la couverture de son déplacement dans la partie Est du pays. L'ancien candidat aux élections présidentielles de 2013 est parti à la rencontre des populations locales, afin de s'enquérir des réalités du terrain et de proposer des solutions en termes d'énergie, de production agricole, de transport et de sécurité. La Charte de ce parti politique est basée sur le développement à partir de la base, impliquant les populations et les collectivités territoriales décentralisées. Par conséquent, en matière de sécurité, l'ADN réitère sa position, en demandant aux populations locales de protéger ses biens et d'encadrer sa ville, estimant que l'utilisation d'armes lourdes par les forces de l'ordre représente un danger, dans la mesure où même les bandits sont aussi des fils du pays.

Style et déontologie

Dans le domaine des relations internationales, **Madagascar Matin** offre une analyse de la position de Madagascar en comparaison aux autres membres de la Commission de l'Océan Indien, dans un article intitulé « COI : hypocrisie en haut lieu ». Se basant sur des constats subjectifs et non fondés, le journaliste rapporte que « les médias de l'île Maurice se spécialisent à dénigrer la Grande Île afin que les touristes ne viennent pas à Madagascar. Sur cette île voisine, ce minuscule pays, les Malgaches sont considérés comme des trafiquants et prostituées indésirables ». (p. 2)

Un peu d'humour

L'Express de Madagascar, p. 6



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

